DEPARTEMENT DE LA SARTHE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CINQUIEME CIRCONSCRIPTION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Scrutin du 23 Novembre 1958

SARTHOIS, SARTHOISES,



CANDIDAT D'UNION de tous ceux qui, le 28 Septembre dernier, ont VOTE OUI pour le renouveau de la République Française, je sollicite vos suffrages dans cette circonscription où, depuis si longtemps, ma famille est au service de tous. Le souvenir de ceux qui m'ont précédé et spécialement celui de mon Père, Monsieur Bernard d'Aillières, ancien Député de la Sarthe, que j'ai dû remplacer l'année dernière au Conseil Général, m'imposent des devoirs auxquels je ne saurais me dérober et qui sont le plus sûr garant de mon dévouement à la cause de notre pays.

N'appartenant à aucun parti, ennemi de tout sectarisme, je vous demande de m'aider à redonner au mot « politique » son vrai sens : LE BIEN PUBLIC, L'INTERET GENERAL. **Je ne ferai pas une de ces campagnes tapageuses qui ne servent qu'à exciter les passions et à diviser.**

Mais je vous propose :

Que dans l'union et la raison, mais avec la conviction et la volonté nécessaires à tout succès, nous **examinions** et nous **défendions** ensemble tous les problèmes qui nous tiennent à cœur.

LES INSTITUTIONS REPUBLICAINES que nous venons d'approuver et qui, si nous veillons à ce qu'elles soient bien appliquées, sont celles qui peuvent le mieux garantir toutes les libertés indispensables à la dignité humaine : libertés d'opinion, d'expression, de travail, d'enseignement.

L'ALGERIE où la Paix doit revenir très vite, pour que nos jeunes, qui, avec l'armée, ont fait magnifiquement leur devoir, reviennent chez eux, et où la **solution généreuse** offerte par le Général de Gaulle, est la **seule possible.**

L'UNION FRANÇAISE, où les aspirations légitimes à une certaine autonomie des peuples que nous avons éduqués, doivent être satisfaites par la **Communauté** que la France leur offre.

L'ECONOMIE DU PAYS. La valeur du Franc doit être maintenue pour refaire une **monnaie saine,** qui redonnera la confiance et favorisera **l'Epargne.** Une politique judicieuse du Crédit doit permettre, en même temps que des investissements nécessaires à l'équipement du Pays, et une **décentralisation** indispensable dans nos campagnes, la poursuite du développement de notre industrie, qui doit être prête à affronter la compétition souhaitable du Marché Commun.

LES AGRICULTEURS qui doivent obtenir la politique agricole cohérente, juste et durable qu'ils réclament depuis longtemps et qui permettra :

de maintenir les exploitations familiales,

d'établir des justes prix, qui donneront à ceux qui vivent de la terre la rémunération équitable de leur travail et des conditions de vie convenables, qui sont le meilleur remède à la désertion de nos régions ;

de poursuivre l'équipement de nos campagnes (électrification, routes, adductions d'eau, constructions scolaires, logements).

LES COMMERÇANTS et les ARTISANS qui doivent être encouragés et soutenus par une fiscalité mieux équilibrée (étude d'une taxation à la base des produits manufacturés) ainsi que par un ensemble de mesures qui redonneraient confiance (amnistie) et leur permettraient d'avoir dans la vie du pays la place qui leur revient.

LA JUSTICE SOCIALE ET LES OUVRIERS. Le meilleur moyen d'améliorer le climat social est d'essayer de solutionner un certain nombre d'injustices que tout homme généreux n'a pas le droit d'ignorer (taudis, misère des vieillards, situations pénibles de certains retraités) et de tendre à **l'élévation du niveau de vie** par l'augmentation du pouvoir d'achat, pour harmoniser les rapports de tous ceux qui forment la grande Famille Française.

Le Gouvernement du GENERAL DE GAULLE a déjà recréé la confiance et amorcé notre redressement. Tout cela ne peut être réalisé en un jour et sans difficulté. Mais C'EST POSSIBLE si, en laissant de côté tout ce qui les divise, les hommes de bonne volonté s'unissent pour travailler au Renouveau de notre Patrie.

Aussi, en remerciant les Groupements Nationaux (INDEPENDANTS, REPUBLICAINS SOCIAUX, MOUVEMENT REPUBLICAIN POPULAIRE, CENTRE REPUBLICAIN et PARTI RADICAL-SOCIALISTE, Morice-Lafay), **qui m'apportent leur appui ;**

Je vous DEMANDE de m'accorder votre confiance pour qu'ensemble nous essayons de REALISER CETTE UNION si nécessaire à la France.

VIVE LA CIRCONSCRIPTION DE MAMERS,

VIVE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE,

Michel d'AILLIÈRES

Maire d'Aillières

Conseiller Général de la Sarthe

Candidat Républicain d'Union Nationale

N.B. — En vertu des dispositions de la nouvelle loi électorale imposant la désignation d'un suppléant, mon remplaçant éventuel sera

le Docteur André LEGUAY

Conseiller Général du canton de Vibraye

BELLANGER, IMP. LA FERTÉ-BERNARD